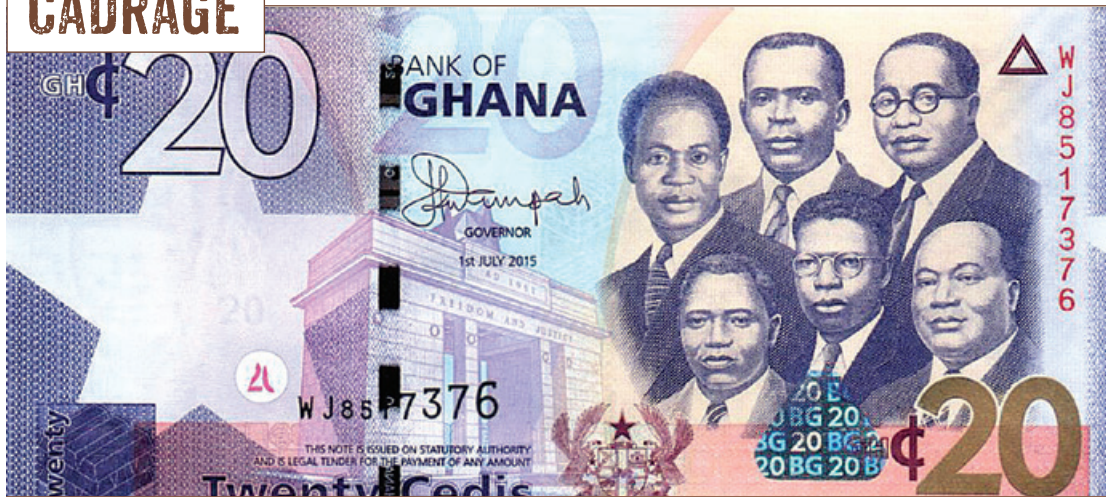


CADRAGE



Les six héros de l'indépendance ghanéenne sur une coupure de 20 cédis

Koranteng Ofosu-Almaan

Ghana, histoire politique et agricole

Devenu un "modèle" africain pour de nombreux observateurs, le Ghana s'est installé dans une démocratie pacifiée et mature, tout en gardant vivaces certaines de ses traditions. Si cette dynamique lui permet de relever les enjeux d'un développement inclusif, le pays reste notamment marqué par les inégalités et l'insécurité alimentaire.

De l'indépendance à nos jours

1957 : Indépendance

Une post-indépendance mouvementée

- Kwame Nkrumah 1957 > 1966
- Joseph Arthur Ankrah 1966 > 1969
- Akwasi Afrifa 1969 > 1970
- Edward Akufo Addo 1970 > 1972
- Ignatius Kutu Acheampong 1972 > 1978
- Fred Akuffo 1978 > 1979

1979

Redressement ghanéen... et insécurité alimentaire

- Jerry Rawlings 1979 > 2001

2001

Une démocratie mature

- John Kufuor 2001 > 2008
- John Atta Mills 2008 > 2012
- John Dramani Mahama 2012 > 2016

2015

Un libéral au pouvoir

- Nana Akufo Addo 2016 > 2020
- 2020 : Election présidentielle

Au Ghana, un professeur d'histoire peut commencer sa classe avec un billet de banque. Sur les coupures de 1, 5, 10, 20 et 50 cédis figurent six personnages. La photo date de 1948. Ils ne pensaient pas alors qu'ils deviendraient les héros de l'Indépendance. Deux devinrent chef de l'État : Kwame Nkrumah (1957-1966) et Edward Akufo Addo (1970-1972), père de l'actuel Président. Deux tendances politiques se distinguaient, l'une modérée, l'autre révolutionnaire. Ce clivage demeura durable.

Une post-indépendance mouvementée

Un des premiers pays subsahariens à sortir du joug colonial en 1957, le Ghana offre l'exemple d'une réelle démocratie. Il a fallu passer par différentes phases, douloureuses parfois : 12 ans de parti unique, 23 ans de régime militaire, 28 ans de pluripartisme. Pendant cette période, le cacao, l'or brun, est resté l'activité la plus lucrative pour les paysans (p. 25). Une chanson populaire de High Life des années 1950 en témoigne : Si tu veux envoyer ton enfant à l'école, c'est le cacao ; Si tu veux construire ta maison, c'est le cacao ; Si tu veux te marier, c'est le cacao ; Si tu veux avoir un camion, c'est le cacao. Le Ghana offrait à la chute du président

Nkrumah en 1966, l'image d'une économie administrée et en voie de modernisation avec le grand barrage d'Akosombo, le port de Tema, l'usine de la Volta Aluminium Company (Valco), ses cent cinquante entreprises publiques, ses trois universités... L'histoire a aussi retenu le Kalabule, l'expression de la dégradation des mœurs et du népotisme qui marqua le régime militaire par la suite. Exténués de cette expérience, les Ghanéens furent prêts à accueillir le Sauveur, fut-il en uniforme d'aviateur : Jerry Rawlings.

Le redressement ghanéen

L'ère Rawlings dura vingt ans, avec une oscillation permanente entre ordre prétorien et légalité démocratique. Elle ne manqua pas de paradoxes. La "révolution morale" côtoyait la négociation avec le Fonds monétaire international (FMI). L'économie était à l'agonie. Les usines étaient au point mort. La disette régnait en ville.

L'originalité du "redressement ghanéen" tient au fait que Rawlings parvint à maintenir les commandes de l'économie, à ralentir le démantèlement des entreprises publiques et même à attirer quelques capitaux étrangers. Le pouvoir se montra soucieux d'atténuer l'impact des mesures d'ajustement avec des aides sociales ciblées en direction des

pauvres et en faveur de l'emploi. Le gouvernement s'appuya davantage sur le monde rural que sur les villes, avec un programme de forage de puits et l'extension du réseau électrique.

Une insécurité alimentaire "chronique"

La sécurité alimentaire du pays est un problème récurrent que ni Rawlings, ni ses prédécesseurs ne sont parvenus à résoudre. La prévalence de la sous-alimentation a diminué, passant de 16 % en 2000 à 6,5 % en 2016. Mais elle persiste, principalement dans la région nord du pays, agro-écologiquement riche mais dotée d'une agriculture vivrière familiale composée de petits exploitants.

L'importation de riz, deuxième céréale consommée par les Ghanéens après le maïs (p. 30) est devenue un enjeu au détriment de la production locale. Au marché de Tamale trop nombreux sont les consommateurs qui préfèrent le riz venu d'Asie. Dans les années 1970, la production locale n'était pas une priorité. Le programme d'aide en riz appelé Food for Peace s'est révélé être une machine de guerre et le goût américain s'est imposé pour le long-grain. En une génération, le cours des choses a pris un tour dramatique. Irréparable ? Selon la FAO, il suffirait de mettre en culture 150 000 ha supplémentaires pour atteindre l'autosuffisance.

Une démocratie mature

L'arrivée au pouvoir de John Kufuor, originaire de Kumasi, la capitale ashanti, et ancien étudiant d'Oxford, marqua une nouvelle phase, celle des alternances démocratiques. Le "Programme de réduction de la pauvreté" 2011-2013 de la Banque mondiale ancre l'idée que le peuple ghanéen était pauvre. En 2000, 40 % des Ghanéens vivaient en dessous du seuil de pauvreté, ils sont 23 % aujourd'hui. Le pays était également classé parmi les pays "endettés à l'excès" en raison d'une gestion aléatoire de ses importations et de ses emprunts hors FMI. Les bailleurs de fonds n'acceptaient que péniblement des réajustements et annulations de créances. Accablément indicible.

John Kufuor, le réconciliateur, parvint à insuffler une nouvelle dynamique. Il mit sur orbite un plan de réduction de la faim et de la pauvreté. Dix ans après, le Ghana devint le premier pays d'Afrique subsaharienne à avoir réduit de moitié la part de sa population souffrant de la faim. Quand il quitta le pouvoir en 2008, respectant la limite du nombre de mandat, son successeur, John Atta Mills, bénéficia d'une meilleure gouvernance et du lancement de l'exploitation de forages pétroliers au large de Takoradi par Exxon. Pour éviter les affres de la "malédiction des ressources naturelles", la gestion de

cette manne se voulait basée sur le modèle norvégien dont la rente pétrolière est placée sur un fonds souverain. Après le décès de John Atta Mills, en 2012, il fut remplacé par son vice-président, John Dramani Mahama, originaire du Nord.

Le mandat de Mahama fut entaché par des affaires de mauvaise gestion des deniers publics et perturbé par une croissance en berne exposée aux fluctuations des cours de pétrole. L'or noir n'avait pas engendré la croissance inclusive tant promise. Le pays était endetté à 73 % du Produit National Brut. Il fut contraint de faire de nouveau appel au FMI en 2015 pour un emprunt frôlant le milliard de dollars. Mahama perdit l'élection de 2016. Ce fut la troisième alternance, au profit de Nana Akufo-Addo, président actuel.

LE VOLONTARISME GHANÉEN EST DEvenu UN OBJET DE FIERTÉ NATIONALE

Le système multipartiste ghanéen fonctionne de manière exemplaire depuis la fin de la période Rawlings. Il est impensable pour les Ghanéens qu'un chef de l'État puisse modifier la Constitution sur le nombre des mandats. Une autre singularité du Ghana. En même temps, les chefs coutumiers, en particulier l'Asantehene, le roi des Ashantis, ont gardé un rôle dans les campagnes du Centre, dans les exploitations de cacao, les concessions minières, les massifs forestiers mais aussi les grandes villes comme Kumasi et Accra où le foncier est devenu un important enjeu de pouvoir.

Depuis 2017 : un libéral au pouvoir

Le Ghana est encore un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Son produit intérieur brut par habitant était de 1 600 dollars en 2018, sous la moyenne des pays émergents (4 900 dollars). Pour espérer conserver son dynamisme économique actuel et éviter l'approfondissement des inégalités, le gouvernement de Nana Akufo-Addo mise sur tous les secteurs ouvrant des "possibilités de développement et de prospérité", pour financer notamment des écoles, des hôpitaux et des routes. L'objectif "One district, One factory" est de passer à une économie industria-

lisée. Une cinquantaine d'entreprises ont été créées fin 2019.

Le deuxième producteur mondial de cacao entend le rester sans négliger l'agriculture familiale. Le gouvernement lui a dédié en 2017 un important programme de soutien "Planting for Food and Jobs" (2017-2020). Le but est d'augmenter sensiblement les rendements grâce aux ressources de l'information numérique (p. 19) et à la distribution, par le truchement du marché et à des prix subventionnés, de semences améliorées et d'engrais (p. 15). D'importants projets d'irrigation ont également vu le jour dans chacune des 275 circonscriptions du pays.

L'aide publique au développement dont bénéficie le Ghana a diminué de moitié entre 2010 et 2018. Cette évolution est choisie, marquant une autre singularité ghanéenne : "Ghana Beyond Aid" annoncée en 2017 vise à réduire la dépendance budgétaire du Ghana vis-à-vis de l'aide internationale et à s'extraitre de la tutelle extérieure au profit de solutions plus innovantes et durables, mobilisant à la fois les secteurs public et privé (p. 11).

Le volontarisme ghanéen, servi par une gouvernance respectueuse des droits et libertés individuelles selon les classements Freedom House, Mo Ibrahim, Economist Intelligence, est un objet de fierté nationale. Son couronnement est intervenu en juillet 2019 quand Accra a été choisi comme siège de la zone de libre-échange continentale (p. 12-13), consacrant le projet panafricaniste rêvé par Nkrumah plus de 60 ans avant. Sa bonne santé démocratique devrait aussi être au rendez-vous du calendrier électoral de 2020 qui combinera scrutin présidentiel et législatif. ■

Pierre Jacquemot



Pierre Jacquemot est président du Groupe Initiatives, maître de conférences à Sciences Po-Paris et a été ambassadeur de France au Ghana (2004-2008).